

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 27, — 25 Septem. (7 Octob.) 1854.

—0000—

Situation des partis en Grèce.

I.

L'étude des partis politiques qui divisent une société, ne se fait pas sans offrir d'utiles enseignemens. Ce sont les opinions, les intérêts, les passions de ces partis, leur attitude, leurs évolutions qui donnent des élémens d'appréciation à ceux qui aiment à voir de près la situation intérieure des États. Souvent, il est vrai, au milieu de ce chaos inextricable de luttes et de conflits, où le mouvement des passions offusque le développement des opinions, où le mobile des intérêts vient détruire l'édifice que les opinions et les passions essaient d'élever, la perspicacité de l'observateur est mise en défaut ; mais il n'est pas

moins certain que plus le travail est pénible et complexe, plus on doit s'attendre à en voir jaillir la vérité.

Ce travail devient beaucoup plus difficile dans un pays, où, comme en Grèce, rien n'a encore eu le tems d'acquérir la fixité qu'on rencontre dans les États depuis longtems constitués. En Angleterre, où les opinions sont nettement représentées par des groupes d'hommes dévoués à telle ou telle cause, où, depuis deux cent cinquante ans, les factions, procédant par une lutte régulière, s'arrêtant devant certaines bornes, s'astreignant à certaines lois, se sont donné un caractère de légalité, on n'aurait pas tant de peine à en saisir et à en préciser la physionomie, les moyens et les symboles. Mais ici, où la reconstruction morale et politique d'une société encore en oscillation est à faire, la ligne qui sépare les partis n'est pas et ne saurait être assez distinctement creusée; il y a des besoins impérieux, des intérêts multiples tantôt amis et tantôt hostiles. Souvent un individu ne représente que lui-même, et plus souvent encore il s'opère entre les partis de tels échanges et de tels emprunts, que leur caractère primitif en est altéré; parmi ceux mêmes qui s'honorent d'un dévouement inébranlable à leurs principes, il y en a qui ne savent pas précisément où s'arrêtent les limites de leurs convictions. Il y a cependant une justice à rendre à ces partis: ils ne sont pas, comme ailleurs, animés de haines profondes; et toutes les fois qu'ils ont été saisis, comme dans ces derniers tems, d'un sentiment élevé, d'une passion sincère et ardente, toutes les nuances se sont effacées, tous les intérêts se sont tus.

Ces fluctuations et ces attermoiemens continuels des partis, ces mouvemens de libration sur le terrain encore

si mobile de l'État grec, ne doivent pas nous surprendre: En Angleterre, que d'iniquités ne fallut-il pas commettre, combien de cadavres ne fallut-il pas fouler, avant d'entrer dans la voie régulière où l'on y marche aujourd'hui! Trois quarts de siècle ne se sont pas encore écoulés, qu'un des plus célèbres membres du Parlement, après avoir voué, pendant l'espace de dix ans, à l'exécration de l'Europe le premier ministre de son pays, s'humilia jusqu'à siéger dans le même cabinet à côté de celui dont il avait demandé la tête! En France, de nos jours mêmes, les hommes les plus éminens persécutèrent avec acharnement, comme serviteurs du pouvoir, ce qu'ils avaient défendu avec ardeur, comme mandataires du peuple; la liberté de la presse y fut enchaînée par son plus chaleureux avocat, l'état de siège établi par ses ennemis les plus déclarés, et les réunions publiques furent supprimées par celui qui, pour les sauver, était allé jusqu'à ébranler les fondemens d'un trône. Il y eut de ces libéraux qui firent ouvertement des vœux pour que l'expédition de Rome fût répétée dans leur propre patrie, et M. Thiers, bien que puissant chef de parti, regardait en 1847 les opinions tellement individualisées, qu'il ne voulait plus parler que pour lui. Nous ne dirons rien de l'Espagne; le drame sanglant et honteux qui s'y joue, au beau milieu du dix-neuvième siècle, nous avertit, que là, comme partout, les partis ne craignent pas les contradictions, et encore moins les changemens de front.

A cette inconstance des partis vient se joindre pour nous, une autre difficulté: nous appartenons à l'un d'eux; nous avons agi, peut-être agirons-nous encore avec lui; nous avons souffert, si ce n'est pas toujours avec lui, au

moins toujours pour lui, ses malheurs aussi bien que ses convictions ont survécu en nous, et son chef conserve toutes nos sympathies. Il y a plus : à la suite des événemens qui se succèdent et qui disparaissent avec rapidité sur la scène si sujette à variations de ces contrées, nous nous sommes frottés aux autres partis ; quelques fois même, dans les circonstances solennelles que nous venons de mentionner, nous avons dû suivre la même voie qu'eux ; notre but ainsi que nos moyens ont été communs. Dans ces momens de coopération patriotique et d'épanchemens mutuels, nous avons reconnu en ceux de leurs membres, avec lesquels nous nous sommes trouvés le plus en contact, une grande loyauté, et un attachement plus grand aux intérêts de leur patrie. Dès lors notre reconnaissance leur a été acquise.

Après de tels antécédens, avons-nous le droit de prétendre aux honneurs de l'impartialité ? c'est au lecteur à en décider. Nous étant imposé dès le principe la mission d'éclaircir les questions, et non pas de servir l'esprit de parti, nous ne voudrions pas nous départir de cet engagement. Notre intention n'est pas de raconter l'histoire des factions grecques ; nous en esquisserons seulement d'une manière rapide et large les mouvemens principaux ; et s'il nous arrive d'entrer dans quelques détails, ce sera pour mettre plus en relief la situation que chacune d'elles s'est faite dans le passé, les traces qu'elle a laissées après elle, et les chances de prépondérance qu'elle pourra avoir dans l'avenir ; de ces chances dépendent peut-être les destinées de la Grèce.

Déjà, depuis la première apparition du *Spectateur*, un de nos collaborateurs a dessiné à grands traits le tableau

des partis grecs ; son travail peut être considéré comme la préface et la conclusion en même tems du nôtre. Esprit plutôt spéculatif, l'auteur du *Dualisme grec* a contemplé son sujet d'une région plus élevée, tandis que notre désir et notre prétention à nous, est de descendre dans les bas-fonds et de donner un corps à ses idées.

Les écrivains étrangers qui, soit dans leur sollicitude bienveillante pour les intérêts de notre pays, soit dans un esprit de dénigrement, se sont occupés de la Grèce, se sont presque toujours accordés à dire que les partis, tels qu'on les voit aujourd'hui chez nous, ont vu le jour en même tems que l'insurrection de 1821. Cependant il n'y a rien de moins vrai (*). A cette époque toutes les classes

(*) Nous avons presque toujours eu le regret de remarquer dans cette foule de publications sur la Grèce et la question d'Orient, qui ont inondé l'Europe depuis 1821, que les faits sur lesquels on asseoit son jugement, sont pour la plupart inexacts. Cette erreur provient, selon nous, d'une double source : de l'ignorance de notre langue et de la différence qui existe entre la situation morale et politique de l'Europe et celle de la Grèce, différence dont les publicistes paraissent ne pas assez tenir compte ; cependant elle est souvent si tranchée qu'on peut être sûr que telle idée qui, appliquée en Europe, donnerait tel résultat, en offrirait un tout opposé chez nous. Cela tient au sentiment bien prononcé de personnalité dont sont possédées les races chrétiennes de l'Orient, ainsi qu'à l'opinion, exagérée si l'on veut, que la nation hellénique se fait de la noblesse de son origine. Cette circonstance n'a pas échappé à l'œil observateur de M. Ami-Boué. En parlant du peuple grec dans son ouvrage : « La Turquie d'Europe » (Tom. II. p. 19), il ajoute ces paroles remarquables : « C'est un peuple ayant des idées si arrêtées et des usages si distincts des nôtres, que pour pouvoir réussir à le régir, il faut laisser en Europe son vieil homme et devenir Grec de cœur et d'âme, c'est-à-dire n'aimer que ce qui est grec, et avoir même un certain mépris pour l'occident, tout en étant prêt à profiter de quelques parties de sa civilisation. Un peuple qu'on ne peut pas transformer à sa guise en européen, ne peut pas être mis au nombre de ces peuples bâ-

de la société grecque se sont resserrées pour contribuer à l'immense révolution qui fut accomplie dix ans après. Un seul sentiment, le sentiment national porté à un haut degré, une passion fiévreuse, l'amour de la patrie, dominaient tous les cœurs. Aussi clergé, primats, riches et pauvres, tout en un clin d'œil se nivela et s'unit, tout dissentiment disparut en présence du péril.

Des factions, il est vrai, suite inévitable des misères d'ici-bas, ne manquèrent pas de surgir plus tard ; mais elles n'avaient pour motif aucune divergence dans les principes, ni pour drapeau aucune nouvelle doctrine. Tout le monde avait unanimement adopté les formes républicaines pour le gouvernement, et les puissances qui prirent, quelques années après, la Grèce sous leur protection, et qui pour cela cherchèrent à y exercer, chacune pour son compte, une influence exclusive, étaient alors ou hostiles ou indifférentes à notre lutte. Les dissensions passagères de 1825, relatives à l'assistance qui devait être demandée, selon les uns à la Grande-Bretagne, selon les autres à la France, étaient en cela sérieuses, que les premiers fondés sur le voisinage de l'Angleterre, sur sa prépondérance maritime, sur les marques d'assentiment ou de condescendance qu'elle avait enfin données à la révolution en autorisant des emprunts, croyaient mieux servir les intérêts de leur pays en implorant son appui ; tan-

tards, tels que ceux de l'évêché de Bade, de la Savoie ou de la Belgique, dont la nationalité peut être abandonnée à la décision d'un congrès de souverains. »

A ces mots profonds on nous permettra d'ajouter pour corollaire, qu'un peuple tel que le représente, et qui l'est réellement, M. Ami-Boué, ne consentira jamais à être ni russe, ni français, ni anglais.

dis que les partisans de la seconde opinion, sans être animés de sentimens moins patriotiques, avaient cependant donné dans une intrigue d'une maison princière de France, que le gouvernement français lui-même était loin d'approuver.

On comprend dès lors que ce n'étaient pas des partis politiques, à proprement parler, mais bien des coteries et des cabales qui, malgré le patriotisme de ceux qui y prenaient part, ne contribuèrent pas moins à augmenter les dangers qui menaçaient le pays.

Ce n'est que lorsque ces dangers furent passés, que l'indépendance de la Grèce fut reconnue, que des institutions stables prirent la place de lois qui n'ont jamais été exécutées, que des rapports réguliers furent établis entre le nouvel État et les États étrangers, c'est alors seulement que les partis commencèrent à se dessiner. On peut dire que c'est en 1829 qu'ils ont fait leurs premières armes.

Ces partis étaient en général au nombre de deux : le parti oriental et le parti occidental, ainsi que l'auteur du *Dualisme grec* les a nommés ; mais le premier avait cet avantage sur l'autre, qu'il est venu au monde, qu'il a grandi et qu'il continue à vivre un et indivisible, ce qui en fait la force et en éternisera la durée, tandis que le dernier a commencé, le jour même de sa naissance, par se scinder, non pas en deux nuances mais en deux camps ennemis, ce qui en fait la faiblesse.

La diplomatie européenne, qui a rarement servi en Grèce les véritables intérêts de ses commettans, s'est empressée de prendre sous son patronnage ces trois fractions ; la France et l'Angleterre se sont partagé le parti

occidental, en même tems que la Russie accordait ses sympathies à l'autre.

De là les désignations assez impropres mais assez significatives, de *parti russe*, *parti anglais* et *parti français*, et qui ont fini par recevoir le droit de cité dans le dictionnaire politique de la Grèce. Cependant ces désignations étrangères, répugnant à la fierté nationale, chacun préféra en donner une autre à ses antagonistes. C'est ainsi que, comme autrefois en Angleterre, où chaque parti choisit la classe d'hommes la plus méprisante et la plus méprisée pour en faire le nom générique du parti adverse, des sobriquets ramassés dans la boue, deviendront peut-être un honneur pour ceux qui les porteront.

Tâchons de déployer, autant qu'il est en nous, le drapeau de ces partis, sans en ternir les couleurs ou sans les rendre plus vives.

Le mot d'ordre qui sert à rallier le *parti russe*, c'est la religion. Ce n'est pas cette religion implacable et égoïste qu'on lui a supposée, qui voudrait soumettre le pouvoir temporel à ses lois, qui tendrait à enchaîner l'intelligence, qui ne pactiserait point avec la liberté. Ce qui donna lieu à ces suppositions, c'est l'inclination de ce parti pour la Russie. Il semblerait toutefois que ce parti a ses convictions à lui, et que, de même que les deux autres, il paraît ne pas douter que, dans les cabinets des souverains, ce n'est pas la politique des sentimens qui prévaut. Mettant dès lors en balance les intérêts de l'Angleterre et de la France avec les intérêts de la Russie en Orient, le parti dont il s'agit croit voir que le plateau qui porte les premiers l'emporte sur le second, et que les intérêts du nord, moins pesans, se combinent avec ceux

des chrétiens de l'Orient sans les écraser. Ainsi—nous ne faisons que résumer ici les croyances du parti russe—tandis que l'Angleterre, en sa qualité de puissance éminemment commerciale et maritime, « trouverait, selon l'expression de M. Villemain (*), que le nolis à bon marché des petits vaisseaux grecs d'Ipsara et d'Hydra mérite peine de mort » et ne souffrirait pas, suivant un autre écrivain français (**), « l'émancipation d'un peuple, qui promet un puissant renfort aux marines des puissances secondaires ; » tandis que la France ayant, il est vrai, ses intérêts ailleurs qu'en Orient, mais héritière légitime des haines du vieux catholicisme contre la religion chrétienne qui y domine, favoriserait peu l'affranchissement et la grandeur de ce même peuple, grandeur et affranchissement qui seraient le triomphe de l'orthodoxie: la puissance du Nord—c'est toujours le parti russe qui parle—qui, seule parmi tous les gouvernemens de l'Europe, jeta de tout tems un regard de pitié sur les chrétiens asservis, qui prit sous sa protection leur religion, leur vie, leur commerce, et dont le pavillon créa cette marine qui sauva plus tard la Grèce, n'aurait pas les mêmes raisons que la France et l'Angleterre à s'opposer à l'établissement politique de ses coreligionnaires de l'Orient.

Il n'entre point dans notre plan de discuter ces opinions, encore moins de plaider pour ou contre elles. Mais si l'on doit reconnaître comme créateur de ce parti le comte Capodistrias, dont les maximes politiques seraient encore suivies par ses adhérens, on est porté à avouer que rien,

(*) Souvenirs contemporains. Seconde édit. 1854. p. 472.

(**) Edmond Taxier. La Grèce et ses insurrections. 1854. p. 93.

ni dans ses actes ni dans ses écrits, n'autorise des suppositions pareilles à celles que nous venons de citer.

Pour s'en convaincre, on n'a qu'à passer ces actes et ces écrits en revue. Pendant la première période de sa vie politique, période qui comprend un espace de dix ans, on le voit servir en Russie les intérêts de la liberté et de la tolérance. Élevé par son intelligence supérieure à l'une des plus hautes et des plus influentes dignités de l'empire, il place de ses propres mains sous le protectorat de l'Angleterre, protectorat, d'après sa conviction, éclairé et libéral, sa propre patrie — les îles Ioniennes — seconde avec ardeur les vues d'Alexandre concernant l'érection du royaume de Pologne, travaille avec activité pour les libertés suisses, prend sous sa protection l'indépendance des petits États de l'Allemagne contre les empiétements de la Prusse et de l'Autriche, plaide avec chaleur la cause de la France humiliée, appuie plus tard de tout son crédit la libération du territoire français, et, chargé d'organiser l'administration de la Bessarabie, lui donne des institutions qui ont garanti la prospérité et le bien-être qu'on y voit aujourd'hui. Les hommes les plus éminens et les plus libéraux de l'Europe, Villemain, Cousin, le duc de Fitz-James, le comte de Lasteyrie, le baron de Stein, Eynard, le duc d'Orléans lui-même qui, dans des vues de libéralisme, faisait de l'opposition au gouvernement de la branche aînée des Bourbons, l'ont honoré de leur amitié et de leur estime.

En Grèce, pendant les quatre années qui ont formé la deuxième et dernière période de sa vie, les mêmes principes l'ont en général guidé dans sa marche. Si, en ve-

nant au milieu de nous, il a commencé par concentrer entre ses mains tous les pouvoirs, c'est qu'il sentait aussi bien et mieux que tout autre, que dans l'état d'épuisement, de discrédit et d'anarchie où était tombée sa propre patrie, il lui devait de se ménager une très grande liberté d'action, et de donner toute la force possible au principe de l'autorité; sans cette concentration, tout serait bientôt replongé dans le chaos. Et cependant, en même tems que, sans employer de violence, il se voyait investi par la chambre des députés de pleins-pouvoirs, il promettait de réunir une assemblée constituante, laissait la presse libre, maintenait dans son intégrité et raffermissait même le régime municipal, établissait partout des écoles, veillait à la propagation de l'instruction, essayait de relever l'Église frappée d'impuissance, sans en toucher les prérogatives, et lors de la convocation de l'assemblée, il faisait faire les élections par une loi tellement libérale, qu'un député pouvait être élu par simple acclamation, et qu'il était défendu aux préfets mêmes de se présenter aux collèges électoraux. Ceux qui l'ont accusé de vouloir soumettre la Grèce à la Russie, paraissent avoir oublié que dès 1821 il sacrifia à sa patrie le rang élevé qu'il occupait, plutôt que de prêter ses talens au développement du système qu'il savait devoir présider aux déliérations des congrès de Vérone et de Carlsbad.

Son administration a été indistinctement composée de tous les hommes qui ont figuré dans les trois partis; aussi peut-on affirmer, sans crainte d'être démenti, qu'il n'y eut aucune sommité intellectuelle, aucune illustration militaire, aucune influence locale, en un mot aucune ambition capable qui n'ait été appelée à seconder le prési-

dent d'une manière active dans ses difficiles travaux.

Voilà quel fut le créateur de ce qu'on appelle le parti russe. Si un moment, obéissant à des conseils qu'on ne peut qualifier que de perfides, il a dévié des principes qui avaient déjà marqué sa carrière politique, si renonçant, on ne sait trop comment, à ce caractère de modération et de prudence dont avaient été empreints jusqu'alors ses actes, il se laissa entraîner à des proscriptions arbitraires, tandis que les lois conservaient toute leur autorité, ce fut, on doit l'avouer, un égarement déplorable, que l'opposition même la plus immorale serait peu propre à justifier, que l'histoire doit flétrir, mais qui ne saurait effacer les antécédens d'une existence telle que celle du comte Capodistrias.

Le crime politique qui enleva à la Grèce son président, fut consommé le 27 septembre, 1831. Le parti russe, ou comme on l'appelait alors, le parti kyvernitique (du président), qui avait la haute main, marcha sur les traces de son ancien chef; il convoqua immédiatement un congrès, et fit décréter une loi fondamentale, qui ne le cède pas, même aujourd'hui, aux constitutions les plus libérales de l'Europe. Chambre élective jouissant du droit d'initiative, responsabilité des ministres, indépendance des tribunaux, égalité devant la loi, adoption du jury, liberté de la presse, enseignement libre, proscription de tout titre et de tout privilège, institutions municipales et départementales, organisation de la garde nationale, et notamment tolérance religieuse, voilà les principes les plus généraux qui servirent de base à cette constitution.

Cependant les circonstances n'ont pas permis de la mettre à exécution. Les insurgés d'Hydra, auxquels Co-

letis venait de s'allier, l'ayant emporté, renversèrent le pouvoir établi par l'assemblée d'Argos. Les partis vainqueurs, (partis anglais et français) n'ayant pas reconnu les actes de cette assemblée, un nouveau gouvernement mixte, conformément aux conseils de sir Stratford Canning, fut composé.

Capodistrias était aimé dans le pays; les populations qui avaient assisté aux premiers succès de son administration, dans un moment où tout paraissait perdu sans retour, lui étaient toutes dévouées; elles le considéraient comme l'unique instrument que la Providence avait choisi pour sauver le pays. En effet, il semble qu'indépendamment de son nom et de son habileté, tout avait concouru à faciliter ses premiers essais; à l'extérieur, les puissances avaient enfin reconnu l'existence politique de l'État grec; à l'intérieur, la guerre, les privations, la discorde avaient à la longue épuisé toutes les forces; le patriotisme même, cet attribut ineffaçable du caractère grec, réduit au désespoir, commençait à fléchir sous les rigueurs d'un sort inexorable. Aussi, tandis que Capodistrias arrivait en Grèce apportant avec lui l'appui des puissances protectrices, il voyait de l'autre côté venir au devant de lui tous les Grecs sans distinction d'opinions ou de parti, et mettre à sa disposition leurs talens et leur dévouement.

Grâce à cet empressement, à ce concours de circonstances, et à sa ferme volonté de faire le bien de sa patrie, le nouveau président parvint à organiser un gouvernement régulier, à établir la sécurité, à assurer aux populations leurs propriétés, à adoucir en un mot les malheurs dont une guerre désastreuse et une anarchie plus désastreuse encore, avaient affligé le pays. Aussi sa mort fut considérée

comme une calamité nationale ; le peuple, dans son indignation, attribua le crime à l'opposition, et refusa de se soumettre au pouvoir qu'elle avait réussi à installer en Argolide. Les habitans du Péloponnèse prirent les armes ayant à leur tête Colocotronis, et l'autorité du nouveau gouvernement, grâce encore à la protection des pavillons alliés qui flottèrent réunis sur le sommet de Palamède, ne s'étendit pas au delà de l'étroite enceinte de Nauplie. (*)

Le pouvoir, ainsi érigé sur les ruines de l'ordre et de la sécurité, était sans doute illégal ; mais puisque les faits étaient consommés, tout homme attaché à son pays, devait contribuer à rendre le plus tôt possible sa force à la loi, et à faire prévaloir les principes de la justice et du droit. Aussi Colocotronis, à qui était révolu, après la mort de Capodistrias, la direction du parti russe, et dont on ne peut nier ni le patriotisme, ni les services signalés, fit-il mal de ne pas s'associer, une fois surtout qu'il y avait été appelé, au nouveau gouvernement ; il préféra élever l'étendard de la contre-révolution. Mais la contre-révolution acheva les malheurs que la révolution avait déchainés contre le pays, et la catastrophe devint générale. Le patriote de Chrysovitz (***) avait oublié que dans les

(*) Dans une des lettres que le Résident de Russie adressa alors au gouvernement de Nauplie, il s'exprimait sur son compte en ces termes : « L'empereur mon auguste souverain, ne déplorera pas moins les malheurs qui ont signalé le cours d'une administration, laquelle, dans la plénitude de son pouvoir, comme dans l'excès de son impuissance, a été également fatale aux populations paisibles de la Grèce. » Le gouvernement avait eu alors la velléité de repousser cette accusation en rejetant sur l'administration qui venait d'être renversée les maux publics ; il rédigea sa réponse mais il n'osa la donner.

(**) Il y a souvent dans la vie de l'homme des traits si caractéristiques,

momens suprêmes il faut de suprêmes sacrifices ; là est le véritable patriotisme.

La régence arriva sur ces entrefaites. Comme Capodistrias elle venait retirer le pays du gouffre de l'illégalité et de l'anarchie, et le rendre à la loi et à la vie ; mais beaucoup plus avantagée que lui, elle venait armée du prestige, prestige tout-puissant en Orient, de la royauté, appuyait l'un de ses bras sur les flottes de l'Angleterre et de la France, l'autre sur quatre mille baionnettes bavaroises, et fouillait à son gré dans les coffres de l'État, riches alors de l'emprunt ; mais ce qu'elle portait de moins que Capodistrias, c'était la modération et la prudence, c'était cette inappréciable force morale dont il disposait pour grouper autour de lui et pour discipliner les opinions, dans un pays surtout où elles ont été de tout tems rebelles.

Ainsi, tandis que le président s'entourait, comme nous l'avons fait remarquer, de tous les talens, à quelque nuance qu'ils appartenissent, la régence frappait de proscription tout le parti russe. Elle alla même plus loin :

que seuls ils suffissent pour représenter une existence toute entière. Au commencement de la révolution de 1821, lorsque l'armure seule du patriotisme n'était pas assez puissante pour écraser l'ennemi, un corps de Péloponnésiens réunis à Chrysovitz prit le parti de se retirer devant lui. Colocotronis, pressé de les suivre, leur répondit tout attristé : « Non, je ne fuirai pas ; je resterai ici afin d'être dévoré par les oiseaux de proie qui me connaissent. » Resté en effet avec un seul homme qui voulut mourir avec lui, il entra dans une église, et après avoir fait le signe de la croix, il se livra à de profondes méditations. S'étant approché quelques instans après de l'image de la Ste Vierge : « O Mère de Dieu, s'écria-t-il, viens en aide aux chrétiens ! c'est nous qui sommes responsables de leur sang. » S. TRICOU-PIS, hist. de la révol. grecque. Tom. I. chap. XIII.

elle voulut le frapper aussi de mort dans la personne de son chef ; et Colocotronis fut accusé, « d'avoir organisé et dirigé une conspiration dans le but de troubler la tranquillité publique, d'entraîner les sujets de S. M. au brigandage et à la guerre civile, et de renverser le gouvernement actuel, comme ayant signé et ayant engagé d'autres sujets de S. M. à signer une pétition adressée à une puissance étrangère, dans le but de renverser la haute régence, c'est-à-dire la constitution actuelle de l'Etat, etc. »

Il est inutile de rappeler ici les péripéties et la catastrophe d'un procès qui ne manqua pas alors d'avoir du retentissement même en Europe (*); intrigues, séduction, violence, tout fut mis en œuvre pour amener la condamnation à mort de l'accusé. Ce qui nous a toujours étonné, c'est que des hommes tels que les membres de la régence, qui ont doté la Grèce de lois consacrant les plus sains principes de la justice, et le plus grand respect pour le droit, se soient décidés à devenir les instrumens d'une politique insidieuse, qui n'avait pas son origine dans le pays, et à tremper leurs mains dans le sang d'un innocent, et surtout d'un innocent illustre et cher à sa patrie !

Depuis cette époque jusqu'après l'avènement du roi au trône, le parti russe fut constamment tenu loin des affaires ; des défiances planaient sur lui. Sa vie publique fut dès lors concentrée dans un journal, par lequel il exhalait deux fois par semaine ses plaintes et sa colère ; sa colère

(*) La Gazette des Tribunaux de France était sans doute de bonne foi lorsqu'on lui faisait publier (N. 2813) l'arrêt de condamnation de Colocotronis, signé par les cinq membres de la cour, tandis que deux d'entre eux, le président compris, s'étaient abstenus, bien que maltraités par des gendarmes, d'y apposer leur signature.

ne fut pas toujours juste ; mais l'opposition en Grèce comme partout, ne vit que dans l'exagération ; la modération la tue.

Ce journal, dont la force d'absorption est telle qu'il fond toujours en lui toutes les publications éphémères du parti russe, est le *Siècle* ; il s'est fait toujours remarquer par la ferveur de son zèle religieux. Cette ferveur, à vrai dire, va assez loin ; en lisant le *Siècle* on croirait que le parti qu'il défend est d'origine céleste. Bien loin de nous la pensée de contester la loyauté de son rédacteur ; mais son journal, dont on doit dire qu'il a rendu dans des occasions importantes de véritables services au pays, a été parfois compromettant.

Ayant tour à tour depuis 1838 des succès et des revers, tantôt cherchant à couronner ses victoires, tantôt ayant recours à ces moyens subreptices que les partis ne dédaignent point, on ne voit le parti russe donner des signes de vigueur qu'en 1843 ; on peut dire que le 3—15—septembre fut son œuvre, l'œuvre de sa création. Cependant, soit manque d'habileté, soit impatience, soit plus de sincérité qu'il n'en faut en politique dans les coalitions des partis, il vit, après quelques mois de dictature, le pouvoir échapper de ses mains.

L'événement du 3—15—septembre, sera peut-être l'objet d'un travail à part ; mais ce que nous devons signaler en attendant ici c'est, que quand il fut préparé et accompli, c'était le parti français qui dominait exclusivement, et que ce furent les partis anglais et russe qui, s'étant concertés, assaillirent le pouvoir et arrachèrent la constitution.

Il y a encore aujourd'hui des personnes qui pensent que cette constitution n'était pas au fond des projets du

parti qui prit l'initiative du mouvement, et qui persistent à croire que c'est dans le but d'empêcher l'établissement d'un ordre de choses régulier en Grèce, but, disent-elles, poursuivi sans relâche par la Russie, que celle-ci poussa son parti à l'insurrection.

Si c'est là une conviction sincère, nous nous inclinons devant elle ; mais les convictions ne sont pas des preuves pour l'histoire ; et jusqu'à ce qu'on nous en offre de pareilles, il nous est permis de croire que le parti qui a voulu la constitution de Nauplie, celle dont nous avons déjà rendu compte, pouvait bien en vouloir une seconde.

Dans l'assemblée nationale les trois partis, conduits par leurs chefs eux-mêmes, se trouvèrent en présence. Tous les trois paraissaient vouloir la même chose, et cependant tous les trois aiguisaient leurs armes. On voyait que la lutte allait s'engager, et qu'il y aurait en elle deux éléments, l'un religieux et l'autre politique. D'un côté le parti russe, brandissant son épée spirituelle, menaçait de soulever les susceptibilités religieuses du peuple, de l'autre le parti français, et le parti anglais qui se retirait peu à peu de son allié d'hier, prenant ombrage des tendances de leur antagoniste, s'appuyaient sur leur libéralisme occidental et sur leur glaive temporel.

En effet, on ne tarda pas à les voir s'escrimer l'un contre l'autre ; et c'est justement une question religieuse qui fut le signal du combat. Les débats furent longs et envenimés, et plus d'une fois l'imprudence faillit les faire dégénérer en véritable controverse. Il s'agissait de la rédaction de cet article qui parlait de l'église grecque ; le parti russe voulait qu'on y fit mention de l'unité de cette église avec celle de Constantinople, ainsi que

de l'autorité des canons ; les deux autres, dans la crainte qu'une telle décision ne portât atteinte aux droits de souveraineté de l'État, et ajoutant que bon nombre de ces lois ecclésiastiques étaient périmées, soutenaient l'avis contraire. On voit que la question était scabreuse, et qu'une persistance plus longue de la part de ces derniers, aurait froissé le sentiment religieux de la nation, en même tems qu'elle les aurait frappé d'impopularité. Ils eurent donc la prudence de reculer, et le parti russe resta maître du terrain.

Ce vote allait être suivi d'un autre qui, aux yeux du parti russe, devait être beaucoup plus important, beaucoup plus fécond, beaucoup plus salulaire, ou plutôt le seul salulaire pour le pays et pour le trône ; c'est pour l'obtenir qu'il a fait la révolution de septembre. Ce second vote avait pour objet la transmission de la couronne à des héritiers professant le rit grec.

Dans l'assemblée comme dans le pays, l'opinion était unanime sur cette question ; aussi les trois partis s'empressèrent-ils d'adopter l'art. 40, que la Conférence de Londres a cru nécessaire de sanctionner par le traité du 20 novembre, 1852.

Les trois partis, en votant cet article, ont sans doute agi très sagement ; avant lui, la royauté était comme une plante exotique qui avait quelque peine à s'acclimater dans le pays ; il est positif que ses racines ont couru beaucoup plus sous la terre, et qu'elles se sont étendues bien loin après 1843.

Ces premiers succès enhardirent le parti russe, dont l'attitude devint rogue et menaçante ; il se targuait de popularité. Ayant perdu son influence dans le gouvernement, il cherchait à la regagner dans l'assemblée.

Une seconde bataille était préparée; de part et d'autre on n'épargna rien pour renforcer ses rangs; on recruta, on fit des prosélytes, on ramassa les transfuges du parti adverse, et chacun des deux camps présenta un front d'une force égale. On voyait bien que le terrain allait être disputé pied à pied.

Cette fois la querelle était toute politique.

Le projet de la charte établissait trois branches de législation: le roi, la chambre des députés et le sénat. La création d'un sénat avait dès le principe été contesté; elle répugnait même au peuple. Le peuple chez qui, sans être républicain, le sentiment de l'égalité l'emporte sur celui de la liberté, croyait que par le sénat on voulait instituer un corps privilégié et nobiliaire, comme la chambre des Lords en Angleterre, que les sénateurs seraient d'autres *codja-bassis* ou primats, comme du tems de la domination turque, ou que tout au moins ce corps serait une superfétation difforme et onéreuse. Toutes ces craintes étaient sans doute exagérées; mais un essai de dix ans a prouvé que l'instinct du peuple avait été admirable. Composé d'éléments sans homogénéité et jetés là par l'effet de l'esprit de parti, du hasard ou du caprice, manquant de talens, peu jaloux de ses devoirs, et par conséquent sans force et sans dignité, le sénat a souvent confirmé l'opinion de son inutilité législative, en votant de très importantes lois en une ou deux séances!

Cependant son institution fut adoptée par l'assemblée à une immense majorité.

Il n'en fut pas de même de la fixation de sa durée; les deux partis coalisés insistaient sur son inamovibilité, tandis que le parti russe, soutenant le contraire, ne consentait

pas à prolonger l'existence législative des sénateurs au delà de dix ans.

Ce désaccord n'avait pas au fond une grande valeur politique. Toutefois le parti russe, visant à se rendre plus populaire dans une question qui paraissait intéresser particulièrement le peuple, et pressé d'achever son triomphe par une nouvelle victoire, ne recula pas devant une bataille. L'action fut donc engagée avec acharnement, et devint bientôt générale.

Les orateurs sur la brèche, les uns champions fougueux, les autres avocats modérés, mais tous infatigables, se renvoyaient le feu de leur éloquence facile et prompte, en décochant les argumens employés dans le monde constitutionnel par tous les fabricans de chartes.

Enfin le moment du suffrage arrive; on compte les voix et on les trouve partagées.

Le parti russe triomphe de nouveau; car seul, malgré la désertion qui depuis quelque tems s'était mise dans ses rangs, il contrebalance les deux autres.

Néanmoins, ces derniers ne se tiennent pas pour battus; revenant à la charge, ils demandent la répétition du vote; et un ou deux jours après, ils l'emportent à une faible majorité. Le sénat est nommé à vie, et le parti russe, vaincu aussi dans l'assemblée, quitte décidément le pouvoir.

L'espace qui s'est écoulé entre les derniers mois de l'année 1844 et le commencement de 1854, rappelle l'époque qui suivit l'avènement de Guillaume d'Orange au trône d'Angleterre. Le parti français, s'étant condamné à rester en dehors des affaires, se rapprocha peu après du parti russe, et par leurs efforts réunis ils parvinrent à obliger à

la retraite le parti anglais. D'abord les partis vainqueurs partagent le pouvoir ; on prétend alors que des deux élémens qui les constituent, l'élément religieux et l'élément politique, c'est le premier qui domine ; en réalité cependant, c'est l'autre qui est le mobile. Le parti français, peu sincère dans son alliance, confisque le pouvoir pour son compte, et signifie le congé à ses alliés. Une nouvelle ligue est alors formée entre les partis russe et anglais, ligue plus tard rompue, on ne sait pourquoi.

C'est au milieu de ces reviremens que les deux partis, longtems opprimés, se déplacèrent, et qu'un nouveau groupe d'hommes dévoués à la cour, qu'on peut assimiler au parti jacobite, se forma ; ce groupe, qui absorba peu après dans son sein tout le parti français, finit par disperser les deux autres.

Au milieu de ce dépérissement du parti russe, un événement inattendu vint rallumer en lui une étincelle de vie ; et cet heureux événement c'est l'Angleterre qui le fait naître.

On se rappelle l'attitude hostile que cette puissance a cru devoir prendre en 1850 vis-à-vis de la Grèce. La France et la Russie, qui étaient alors de très cordiales amies, prirent fait et cause pour le gouvernement menacé, qui tint bon, ne céda qu'à la contrainte, et crut payer un tribut de reconnaissance au parti russe qui l'avait défendu avec chaleur, en consentant à passer un concordat entre la Grèce et l'Eglise patriarcale de Constantinople. Nous allons expliquer pourquoi ce concordat était agréable au parti russe.

Nous avons déjà dit que le mot d'ordre de ce parti c'est la religion. Comme la colonne de feu qui, reparaissant

toutes les nuits dans le désert, guidait les Israélites, de même l'idée de fortifier et de faire prédominer le principe religieux, brillant sans cesse devant les yeux de ce parti, en éclaira de tout tems les pas dans ses diverses fortunes. Une profonde conviction lui dit, que ce qui a sauvé la nationalité grecque c'est la religion, et que ce qui sauvera l'unité de cette nationalité et amènera l'affranchissement de tous les chrétiens de l'Orient, ce sera l'unité de cette religion. Or, au sens du parti russe, il serait impossible que l'unité nationale pût survivre à la désunion religieuse.

En 1821, la scission administrative entre la mère-église de Constantinople et celle de la Grèce insurgée, fut la suite nécessaire de la révolution. Après la paix, aucune démarche n'avait été essayée auprès de l'église patriarcale afin d'obtenir la sanction de cette séparation ; la régence alla même plus loin ; elle secoua de sa seule autorité la suprématie de cette église.

Ce ton hautain, cette manière irrévérente et unilatérale, blessa dans ses prétentions et dans ses droits l'église de Constantinople ; elle n'en dit rien, il est vrai, mais on devinait à ses allures que son silence était impatient, et qu'elle n'attendait que le moment favorable pour faire éclater un ressentiment caché. Les populations chrétiennes mêmes qui subissent encore le joug ottoman, commençaient à voir avec un certain œil de défiance leurs frères de la Grèce indépendante ; ils les croyaient, non pas schismatiques, mais indifférens quant aux dogmes, depuis qu'ils s'étaient soustraits à la conduite spirituelle du patriarcat, tant il est vrai que dans les choses humaines les formes garantissent le fond.

Mais ces formes là, suivant le parti russe, étaient on ne peut plus importantes ; il était dangereux de s'aliéner l'affection de la mère-église, et il était beaucoup plus dangereux de laisser s'affaiblir les sympathies des populations chrétiennes pour celle de la Grèce. Le peuple grec ne vit pas tout sur cette petite fraction de terre qu'on appelle le royaume grec ; le peuple grec est en Turquie ; fallait-il donc l'accoutumer à regarder cette portion de ses frères qui a rompu les liens politiques qui l'unissaient avec lui, comme ayant en même tems rompu ses liens spirituels ?

D'appréhension en appréhension et d'argument en argument, le parti russe arrivait à cette époque du moyen-âge, qui a eu la douleur de voir l'hérésie et le schisme secouer les torches de la rébellion religieuse.

Ce n'est pas à dire cependant que les deux autres partis ne fussent pas d'accord sur la question principale ; eux aussi, ils prévoyaient, sans se les exagérer, des dangers, et tenaient à la réconciliation des deux églises ; eux aussi, ils étaient persuadés de la nécessité d'une convention ecclésiastique ; mais ce qu'ils craignaient, c'était que l'église patriarcale, soit de son propre mouvement, soit en cédant aux incitations de la puissance coreligionnaire du nord, ne voulût imposer à la Grèce des conditions incompatibles avec sa dignité et ses droits souverains. La rupture serait alors manifeste, imminente, et pleine de périls certains.

De là les débats théologiques qui ont exercé la plume des plus savans controversistes de la Grèce moderne.

C'est donc cette transaction ecclésiastique que le gouvernement a voulu, en 1850, accorder au parti russe ; et ce qui est très essentiel de remarquer ici, c'est que les

hommes qui ont pris sur eux de la conclure et de l'exécuter, appartenaient aux partis anglais et français.

Ainsi de 1843 à 1850, en dépit de ses déceptions, de ses défaites, de sa consommation, le parti russe a su marcher de conquête en conquête, et compléter son code.

Peut-être reviendrons-nous une autre fois sur ce concordat. En effet, il ne serait pas sans intérêt, ni même sans profit de voir de plus près, comment une église esclave, soumise à un joug tyrannique et ombrageux, s'investissant de droits souverains, traita d'égal à égal, sous les yeux mêmes de son oppresseur, avec un roi étranger, et comment ce roi, sans déroger à la majesté de son trône, en augmenta au contraire l'éclat, en tranquillisant les consciences de ses sujets et de leurs frères, qui, unis de cœur et de religion, sont destinés à l'être aussi sous un sceptre chrétien et national.

La mission du prince Menschikoff à Constantinople, a ramené sur la scène le parti russe après une éclipse de trois ans ; mais, pour être juste, il faut dire qu'elle a fait comparaître en même tems tous les partis, suivis du peuple entier de la Grèce. Débris des factions anglaise, française et russe, parti de la cour, toutes les nuances, toutes les opinions, toutes les combinaisons se sont donné la main. C'est qu'au dessus du symbole de chaque parti il y en a un autre, qui, plus puissant, plus saint, plus révérend, voit crouler et disparaître tous les autres, et qui, comme une cataracte impétueuse qui engloutit dans son sein tous les cours d'eau qu'elle rencontre sur son chemin, ou comme un creuset ardent qui fond et purifie les métaux les moins purs, transforme tous les sentimens les plus divergens en un seul, le sanctifie et le rend

éternel. Ce symbole c'est l'anéantissement de la Turquie de quelque part qu'il vienne, ce sentiment c'est la délivrance des chrétiens de l'Orient.

Or, quand on s'évertuait en Europe pour accréditer ce qui n'a jamais existé, que c'était le parti russe qui a organisé la révolution de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine, quand, pour nous priver des sympathies des peuples, on proclamait partout que « L'or de la Russie se répandait d'un bout de la Grèce à l'autre ; que ses agens, marchant partout tête levée, fournissaient des armes, organisaient les bandes, excitaient chacun à se lever contre le gouvernement turc, et que la Grèce se jetait aveuglément dans le jeu de la Russie, » et cela au moment où, pauvres et délaissés, nous arrachions le pain à nos enfans pour venir à l'aide d'une cause sacrée, on ne calomniait pas seulement le parti russe, mais on cherchait à déshonorer une nation toute entière pour avoir voulu ce que l'Amérique a voulu, et que la France a ouvertement soutenu par son argent et ses forces de terre et de mer, ce que les Siciliens ont voulu de nos jours, et que l'Angleterre approuva en leur envoyant même des canons de ses arsenaux. Et notez bien, ce n'était pas un joug étranger et barbare, mais bien un gouvernement national et chrétien que la Sicile et l'Amérique cherchaient à briser.

Lorsque nous passerons en revue les partis anglais et français, nous dirons pourquoi ces partis ont fait pour la révolution de 1854, par leurs soldats, leurs publicistes, leurs savans et leurs hommes politiques plus que les adhérens du parti russe.

Si ces derniers, dans leur prédilection pour la Russie, pensaient que la diversion lui était utile, cela ne donne à

personne le droit d'affirmer qu'ils ont été les fauteurs de la révolution aux risques et périls de leur propre patrie; ce serait la plus insigne des trahisons; et, nous sommes fiers de le dire, aucun Grec, à quelque parti qu'il appartienne, n'est capable d'une telle énormité.

L'occupation de la Grèce par des troupes anglo-françaises a mis fin à un drame qui a fait palpiter tant de cœurs, qui a coûté tant de larmes et tant de sang à ces malheureuses contrées. Le parti russe s'est retiré devant une volonté toute puissante, et la situation qu'il s'est faite témoigne assez haut, n'hésitons pas à le proclamer, de son patriotisme, et du patriotisme de celui qui dirige ses pas ; à l'homme d'état qui travaille à dissiper l'orage grondant sur notre tête, il accorde tout son appui.

Pour longtems peut-être le parti russe ne sera pas appelé à servir activement sa patrie ; mais il doit s'en consoler, car ce n'est pas une réaction intérieure qui le condamne au repos. Avant lui le parti anglais, frappé pendant dix ans de proscription, aurait encore pleuré sur sa Grèce adorée, sans les derniers événemens qui l'ont poussé au pouvoir. Étrange destinée de la société grecque ! on dirait que c'est un effet de son étoile de passer par les situations les plus diverses et de les épuiser.

D.

Mouvement du Commerce de la Grèce.

—0000—

Le ministère des Finances vient de faire publier le Tableau de l'importation et de l'exportation du Royaume de Grèce pendant les années 1851, 52 et 53. C'est la première fois que l'administration livre un pareil document à la publicité. Il est à regretter que le manque de renseignements complets ait sans doute empêché que ce travail embrassât toute la période depuis l'installation de la Royauté en Grèce. C'est d'autant plus fâcheux, que les deux dernières années présentent des résultats fort peu satisfaisants, et qui sont principalement dus à la destruction presque totale de la récolte des raisins de Corinthe, atteints de la maladie des vignes, et qui forment le principal article d'exportation du pays.

Nous aurions désiré, si les dimensions de ce recueil le permettaient, mettre les tableaux en entier sous les yeux de nos lecteurs. Nous nous bornerons à en publier les résultats généraux, et à indiquer les provenances des articles les plus considérables, ainsi que les principaux débouchés des produits les plus importants de la Grèce.

La valeur totale des importations et des exportations a été :

	Importation		Exportation
1851	Dr. 25,819,702	Dr.	13,851,202
1852	» 24,982,205	»	10,402,212
1853	» 20,209,960	»	8,988,890 (*)

(*) La valeur du raisin de Corinthe exporté n'y est pas comprise, mais elle est inférieure à celle de l'année précédente.

Valeur des objets importés.

	1851	1852	1853
D'Angleterre	Dr. 5,670,363	4,441,523	4,911,355
» Amérique	» 148,138	190,891	186,140
» Autriche	» 4,310,124	3,451,176	3,289,006
» Egypte et Candie	» 674,922	847,176	741,205
De France	» 1,812,438	1,854,895	2,027,217
D'Italie	» 455,141	361,492	316,971
Des Iles Ioniennes	» 1,375,000	1,688,221	922,076
De Russie	» 819,497	723,003	493,234
» Turquie (*)	» 8,055,309	9,798,231	5,506,698
» Diverses provenances	» 2,498,770	1,625,597	1,816,018

Valeur des objets exportés.

Pour l'Angleterre	Dr. 7,020,174	3,049,199	1,746,959
l'Amérique	» 135,478		
l'Autriche	» 2,950,235	2,361,369	2,388,449
l'Egypte et Candie	» 119,731	85,063	42,017
la France	» 447,350	1,606,605	1,429,749
l'Italie	» 365,538	507,643	338,074
les Iles Ioniennes	» 940,234	1,015,111	927,927
la Russie	» 300,935	776,437	878,859
la Turquie	» 1,266,960	912,143	993,545
Diverses destinations	» 304,567	88,642	243,311

(*) Une grande partie des importations de la Turquie représente des céréales provenant de la Russie.

Tableau de l'Importation.

	1851	1852	1853
Vases de différentes espèces	Dr. 187,985	154,205	186,864
Parfums	» 169,602	89,882	97,509
Teintures	» 74,718	125,973	108,438
Peaux	» 961,424	953,677	896,102
Céréales	» 5,048,088	7,822,295	2,759,394
Huiles	» 155,457	705,663	330,373
Bestiaux	» 1,140,125	808,949	846,445
Poissons frais et salés	» 1,240,339	1,160,879	1,211,891
Tabacs	» 141,192	121,423	179,754
Café	» 510,716	554,876	519,534
Métaux	» 779,642	464,713	360,441
Bois	» 1,584,081	1,004,336	1,196,584
Fruits frais et secs	» 438,684	272,084	215,320
Riz	» 364,728	520,244	545,039
Minéraux	» 32,588	59,520	48,363
Légumes divers	» 121,056	114,679	85,369
Bijouterie	» 24,995	24,241	31,507
Boissons	» 299,342	165,801	214,392
Poudre	» 107,207	87,735	137,563
Sucre	» 1,403,539	1,378,008	1,601,773
Savon	» 194,464	209,446	271,154
Matières brutes, coton, chanvre, laine et soie	» 272,983	456,682	77,590
Médicaments	» 114,784	112,170	109,791
<i>Objets manufacturés.</i>			
Cotonnades	Dr. 4,886,568	3,172,486	3,895,969
En peau	» 50,145	46,764	93,798
» demi-soie	» 113,486	21,321	112,640
» chanvre	» 378,175	257,995	314,195
» os	» 20,223	79,877	36,755

à reporter Dr. 20,846,336 21,248,924 16,514,547

	1851	1852	1853
Report Dr.	20,846,336	21,248,924	16,514,547
» lin	» 70,518	110,887	138,838
» laine	» 1,729,540	1,040,635	1,348,600
» métal	» 730,356	531,810	536,842
» soie	» 416,062	247,880	241,465
» bois	» 124,336	143,454	128,327
» verre	» 154,747	135,466	125,579
» papier	» 268,996	208,768	199,266
Papeterie	» 177,099	89,139	17,279
Broderies en or	» 13,711	10,234	8,054
Objets en paille	» 159,829	71,739	74,056
Divers	» 1,207,393	1,143,215	877,107
Totaux Dr.	25,898,923	24,982,451	20,209,960

Tableau de l'Exportation.

	1851	1852	1853
Vallonnée	Dr. 625,738	821,139	1,258,058
Coton	» 2,570	7,224	27,418
Sang sues	» 57,946	42,842	40,132
Peaux	» 121,590	103,537	181,184
Céréales	» 365,963	389,066	548,528
Huiles	» 236,582	47,864	22,375
Bestiaux	» 567,944	410,573	432,343
Terre dite pozzolana	»	14,598	20,286
Poissons frais et salés	» 45,647	52,856	39,346
Tabacs	» 91,727	82,521	257,689
Laine	» 95,708	162,910	402,808
Miel	» 83,326	61,263	71,790
Soie	» 991,917	1,999,970	1,774,063
Naphte et résineux	» 55,102	13,664	22,841
Bois, racines et graines pour teinture	» 147,958	137,194	99,320

A reporter Dr. 3,489,748 4,347,221 5,198,181

	1851	1852	1853
Report	Dr. 3,489,748	4,347,221	5,198,181
Bois de construction	» 55,766	48,359	27,933
Fruits frais et secs »	38,728	75,720	217,789
Minéraux	»	440,400	445,731
Légumes	» 3,467	3,911	18,094
Boissons diverses »	714,391	1,022,545	1,274,036
Cochenille.	» 75,431	54,133	57,290
Éponges.	» 179,595	524,716	518,389
Raisin de Corinthe »	8,359,196	2,844,058	
Figues.	» 588,024	700,175	919,126
Fromages.	»		
Médicaments (jus de réglisse).	127,138	78,054	134,515
			15,450
<i>Objets Manufacturés.</i>			
En coton	Dr. 34,339	11,628	1,233
» peau.	» 40	220	408
» chanvre.	»	750	544
» laine	» 17,784	5,491	925
» métal	» 3,779	25,596	11,574
» soie	» 32,868	117	891
» bois.	» 440	882	311
» paille	» 4,646	3,117	5,432
» divers.	» 269,815	215,119	141,038
Totaux	Dr. 13,995,195	10,402,212	8,988,890

Les totaux des années 1851 et 1852 pour l'importation et de 1851 pour l'exportation, présentent de légères différences avec ceux qui sont portés dans les tableaux publiés par l'Administration, et que nous avons publié au commencement de ce travail. Ces différences proviennent sans doute par erreur d'addition commise dans les Bureaux du ministère des Finances.

TABLE

Des provenances et des débouchés des principaux articles d'importation et d'exportation.

—0000—

Importation.

	1851	1852	1853
<i>Angleterre</i>			
Cotonnades	Dr. 3,550,110	2,488,003	2,983,361
Sucres.	» 604,803	513,339	682,662
Tissus de laine	» 255,870	246,609	299,930
Métaux	» 221,950	150,539	105,315
Tissus de soie	» 108,592	29,304	17,250
Poissons secs et salés »	127,961	63,279	82,422
Café.	» 102,376	117,975	59,937
<i>Amerique</i>			
Café.	» 102,522	187,301	170,812
<i>Autriche</i>			
Métaux	» 183,269	141,931	140,751
Bois	» 546,940	347,319	269,067
Sucre	» 229,481	418,119	337,833
Manufactures en coton	» 569,653	384,119	408,882
Maufact. en chanvre »	323,570	186,445	211,501
» » laine	» 615,174	238,762	443,336
» » metal.	» 149,943	259,229	212,524
» » soie.	» 377,348	56,532	50,932
Peaux.	» 98,664	91,112	121,706
<i>France</i>			
Peaux	» 364,595	486,607	356,413
Poissons salés	» 195,566	166,258	104,116
Sucre	» 170,762	125,680	232,573
Objets fabriqués en laine	» 206,451	198,826	252,299
Objets fabriqués en métal	» 101,050	113,637	158,969
Objets fabriqués en soie	» 118,662	138,893	139,419

	1851	1852	1853
Russie			
Céréales. »	746,872	695,586	76,306
Bois »			370,187
Turquie			
Peaux »	182,551	119,817	122,970
Céréales (*) »	3,492,697	5,872,727	1,899,212
Bestiaux »	1,130,824	805,672	837,544
Poissons salés »	491,263	641,718	804,398
Bois »	919,211	570,337	516,593
Fruits frais et secs. »	280,641	137,443	121,849
Tissus en laine »	343,329	209,986	223,280

Exportation.

	1851	1852	1853
Angleterre			
Vallonné. »	82,758	175,260	646,196
Soie »	115,663	255,231	196,862
Minéraux »	69,860	410,400	440,400
Raisins de Corinthe »	6,642,042	2,075,788 (**)	
Tabacs »			216,151
Amerique			
Raisins de Corinthe »	133,621		
Autriche			
Vallonné. »	214,386	325,776	390,551
Peaux »	83,779	58,229	103,802
Céréales »	114,062	47,217	203,898
Soie »	258,638	192,649	66,169
Bois et racines pour teinture. »	123,428	57,057	65,752
Éponges. »	174,540	308,251	502,898
Raisins de Corinthe »	1,432,554	677,164	
Figues. »	413,171	561,660	495,076

(*) La majeure partie de ces céréales proviennent de Russie.

(**) Le résultat total de l'exportation de raisins de Corinthe de la récolte de 1853 n'est pas encore connu.

	1851	1852	1853
Laines. »			183,865
Boissons diverses. »			228,079
France			
Soie »	261,438	1,363,253	1,338,062
Éponges. »		129,879	
Italie			
Vallonné. »	280,197	213,187	169,208
Russie			
Boissons diverses. »	280,521	714,984	778,362
Turquie			
Boissons diverses. »	427,599	239,245	232,391
Figues »	130,637		202,486

B.

Quinzaine politique du Spectateur.

—000—

La guerre prend des proportions formidables. L'expédition contre la Crimée est un de ces événements grandioses qui tiennent l'univers en haleine. Nous n'avons pas à enregistrer ici les faits d'armes que nos lecteurs connaissent déjà. Le sang humain, le sang chrétien a coulé à flots de part et d'autre; le génie de la destruction y a déployé toute son horrible énergie. Etrange et fatale vicissitude des choses humaines! Au milieu du XIX siècle, des nations chrétiennes se font une guerre des plus acharnées, des soldats chrétiens s'exposent à toutes les rigueurs d'une lutte terrible, et tous ces immenses sacrifices, tout ce sang versé, c'est à l'occasion des infidèles, des Turcs. Nous oublions nos propres malheurs, et, saisis par la grandeur du spectacle horrible qui se déroule à nos yeux, nos larmes coulent également pour les assaillans et pour les

assaillis. Chrétiens, les uns et les autres sont nos frères au même titre. Leurs nations ont un égal droit à notre reconnaissance, pour avoir jadis, dans une pensée généreuse et chrétienne, uni leurs efforts pour cimenter l'indépendance politique d'une partie du sol grec, et nous devons aujourd'hui le même tribut de regrets et de larmes aux victimes des deux côtés.

Oui, c'est bien là la sincère, la véritable expression des sentimens que nous éprouvons. Nous n'ignorons pas que nos paroles ont été fort souvent mal interprétées, qu'on nous a attribué des intentions qui n'ont jamais été les nôtres, que l'on nous a prêté une tendance politique à laquelle nous avons toujours été étrangers. Notre tâche est rude, nous le savons : mais ayant la conscience de la justice de la cause que nous défendons, nous avons poursuivi sans forfanterie, mais aussi sans faiblir, la marche que nous nous étions tracée ; cette malheureuse guerre finira un jour, les passions se calmeront, la modération, la raison auront leur tour. Nous appelons de tous nos vœux cet avenir, car alors la justice viendra pour tous, elle viendra aussi pour nous.

Quelle que soit l'issue de cette guerre, quelles que soient les vues que l'on a sur l'organisation définitive de l'Empire Ottoman, nous ne saurions trop répéter, qu'il n'y a en Orient que deux élémens, l'élément décrépît des Osmanlis, qu'on a beau galvaniser, et l'élément plein de sève et de vitalité des chrétiens. Or, cet élément chrétien, pour qui on n'a pas assez de mépris et de dedains, a ses traditions, son passé, son histoire où il puise toutes ses espérances pour son avenir. Il a été souvent vaincu et subjugué. Voilà plus de quatre siècles qu'il est à la condition de serf. Mais il a la vie dure, car non seulement il a résisté à une des plus terribles oppressions qui aient été exercées sur la terre ; il a su, sous le joug musulman, se reconstituer et faire des progrès là où ses oppresseurs, ses maîtres, dégénéraient de jour en jour.

C'est que le chrétien de l'Orient a une grande croyance à tout moment présente à sa pensée. La résurrection de l'Empire grec de Byzance est pour lui un article de foi. Aussi, au fond, il s'inquiète peu des événemens. Il les

voit venir avec confiance, car il a la profonde conviction que, plus les choses se compliquent, et plus sa race approche du but. A l'en croire, le résultat de cette formidable guerre qui se poursuit aujourd'hui, sera infailliblement la réalisation de son rêve. Les grandes Puissances s'agitieraient dans les ténèbres, et il se trouvera, en fin de compte, qu'elles n'auront été que l'instrument passif de Dieu pour le rétablissement de l'Empire grec. Or, il est aisé de comprendre qu'un grand peuple, tellement attaché à la religion de ses pères, qu'il a enduré quatre siècles d'esclavage le plus dur pour y rester fidèle—tellement pénétré de la grandeur de son passé, et se croyant la mission de continuer dans l'avenir l'œuvre de ses ancêtres,—qu'un tel peuple, disons nous, ne consentira jamais à se faire l'instrument passif de la politique exclusive d'une puissance quelconque. Ses sympathies mêmes sont partagées entre l'Orient et l'Occident. Il y avait une époque, c'était surtout pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, où les chrétiens de l'Orient avaient les yeux tournés vers la Russie. Mais, combien de grecs n'avaient-ils pas fait fortune dans ce vaste Empire ? Combien n'y ont ils pas été comblés d'honneurs, élevés aux plus hauts rangs de la hiérarchie civile et militaire, aux plus hautes dignités de l'Eglise ? La Russie était un Eldorado pour les grecs ; à peine débarqués, ils y jouissaient des droits de la noblesse indigène. Eh bien, l'Empire orthodoxe dut bientôt partager son influence sur les chrétiens de l'Orient avec les idées démocratiques de la république française, idées dont l'immortel Rigas fut la brillante personification. C'est que les Grecs, à part la reconnaissance pour les bienfaits reçus, ont souvent cherché un appui, tantôt à droite et tantôt à gauche, pour s'approcher de leur but, mais n'ont jamais sacrifié ce but à l'ambition ou aux intérêts d'une politique étrangère.

On n'a qu'à étudier le petit État grec depuis sa formation, pour se convaincre de l'exactitude de ce que nous avançons. Ce peuple, à peine émancipé, et arrivé à la première étape de ce glorieux avenir qu'il rêve jour et nuit, saisit avec avidité tout ce qui peut servir de contre poids à l'influence du Nord. Aussi se jette-t-il tête baissée dans

les idées occidentales. Tout en restant fidèle à la religion de ses pères, il montre une préférence très-marquée pour les institutions libérales de l'Occident. La jeunesse, avide d'instruction et de nouveauté, étudie exclusivement les langues et les auteurs de l'Europe libérale, en discute les formes constitutionnelles, n'apprend que l'histoire de l'Occident, et parfois, par une bien regrettable exagération, sa propre histoire dans les auteurs de l'Occident. Mais, malgré Gibbon, elle n'a devant les yeux que le futur Empire, sauf à mettre de côté sa vieille organisation romaine, pour le doter, tout en conservant le patriarcat comme la première autorité de toute la chrétienté orthodoxe, des institutions conformes à l'esprit de la civilisation moderne.

Or, la mission du prince de Linange à Constantinople commença à éveiller les espérances des Grecs, celle du prince Menschikof finit par leur faire croire que les tems étaient proches. Mais n'oublions pas 1840. Alors aussi l'enthousiasme était au comble, seulement les rôles étaient intervertis, car on avait espéré de l'initiative de la France un changement favorable à l'élément chrétien en Orient, et le nom de M. Thiers volait de bouche en bouche. Aujourd'hui, comme alors, les chrétiens ont cru devoir apparaître sur la scène pour leur propre compte, en profitant de l'attitude menaçante prise contre la Turquie, en 1840 par la France, aujourd'hui par la Russie. Ce mouvement eut lieu alors en Candie, il éclata en dernier lieu en Epire, en Thessalie et en Macedoine. Ce rapprochement des faits prouve jusqu'à l'évidence que toutes les fois que la Turquie sera menacée, les chrétiens s'agiteront, mais qu'ils n'agiront en tout cas que pour leur propre compte, sans aucune solidarité d'intérêts avec l'État agresseur, quel qu'il soit.

Ceux qui, en Occident, ont pris ou affecté de prendre le dernier mouvement des Grecs pour une menée de la Russie, auraient été peut-être plus près de la vérité, s'ils l'avaient considéré comme une protestation contre cette puissance.

En effet, si la Russie n'avait pas déclaré qu'elle ne veut pas faire de conquêtes, les chrétiens de l'Orient auraient vu ses attaques contre la Turquie avec un œil de défiance.

Se considérant comme propriétaires légitimes de l'Empire des Sultans, ils désirent tout naturellement qu'il ne soit pas porté atteinte à leur héritage. Les chrétiens de la Turquie, on peut l'affirmer hardiment, sont les partisans les plus fervens de l'intégrité de l'Empire Ottoman, sauf à y remplacer les Turcs. Une occasion favorable s'étant présentée, ils ont tâché tout naturellement d'en profiter, afin de gagner du terrain pour leur propre compte, s'en rapportant à la diversité des grands intérêts européens pour le maintien de l'intégrité de leur héritage.

Malgré cela, que les Puissances Occidentales aient vu, dans la dernière insurrection, un embarras par la diversion qu'elle créait en faveur de la Russie, et qu'elles aient cherché à l'étouffer, cela ne nous surprend pas. Mais ce qui nous surprend, ce qui ne peut que profondément affliger toute âme chrétienne, c'est cet es prit d'hostilité et de malveillance qui se manifeste partout contre les rayas, c'est cet engouement, cet enthousiasme oserons nous dire, qu'affichent pour les Turcs les descendans des Saint Louis, des Godefroi de Bouillon, des Richard Cœur de Lion. Nous avons cherché à démontrer plus haut que les chrétiens de la Turquie, qui ont un passé illustre, qui croient à un avenir plus illustre encore, ne sont les partisans exclusifs, les instrumens passifs d'aucune grande Puissance. Mais pour être vrais jusqu'au bout, nous dirons que si nous éprouvions quelque défiance envers la Russie pour la tendance envahissante qu'on lui attribuait, cette défiance a dû nécessairement cesser du moment où les principautés Danubiennes sont occupées par les armées Autrichiennes, et que la Russie fait une guerre défensive sur son propre territoire. Le danger pour notre avenir, convenons en franchement, est aujourd'hui ailleurs. Il est dans les efforts qu'on met à relever l'Islamisme, pour lui infuser de nouvelles forces, pour lui créer une vie factice. Ce n'est pas que les Puissances de la terre aient le pouvoir de changer les décrets de Dieu. La Turquie est un cadavre, il n'est pas donné aux hommes de le ressusciter. Nous ne craignons pas que les Puissances Occidentales s'emparent d'une partie de notre héritage, car nous savons qu'elles ont déclaré vouloir maintenir l'intégrité de l'Empire otto-

man, et nous répétons aujourd'hui pour elles, ce que nous disions naguère de l'Empereur Nicolas, que *personne n'a le droit de douter de leur parole*. Mais nous craignons les dernières convulsions du cadavre qu'on cherche à galvaniser, nous les craignons pour nos frères sur qui le joug s'appesantit de jour en jour, malgré la présence protectrice des armées occidentales, et qui deviendra intolérable, dès que ces armées, par suite de la conclusion de la paix, viendront à quitter ces contrées, surtout si comme on l'a déjà dit, on a l'intention d'abandonner le sort futur des chrétiens à la *clémence* du Sultan. Nous déplorons l'erreur fatale qui s'est emparée de tous les esprits à notre égard, et dont les conséquences ne peuvent qu'exposer les rayas chrétiens aux plus terribles épreuves.

Au milieu de cette situation si pénible, il est très consolant de rencontrer parfois dans la presse occidentale, des témoignages d'intérêt pour la cause hellénique. Nous avons lu avec émotion et reconnaissance, dans le *Journal des Débats* du 12 Septembre, une lettre de M. le Comte de Marcellus, à propos d'un Catalogue des ouvrages grecs publiés depuis la prise de Constantinople par les Turcs, par M. A. Pappadopoulos Vretos. Dans sa lettre, le noble ami de l'immortel auteur d'Attala et des Martyrs, appelle avec une généreuse sollicitude l'attention du public sur ce tableau des lettres grecques pendant quatre siècles d'esclavage, et exprime en terminant, sa confiance pour l'avenir de la cause grecque que « le temps semble réprover, mais » que malgré la célérité de sa marche, lui-même ne saurait abolir. » Puisse cette noble conviction être bientôt partagée par tous les hommes de bien qui sont aujourd'hui sous l'influence d'une fatale erreur ! M. le Comte de Marcellus y trouverait, à coup sûr, une bien plus vive satisfaction qu'il n'en éprouvera dans les sentimens de gratitude dont nous nous empressons de consigner ici l'expression.

B,

M. RENIÉRI.